

COMMUNE DE SAINTE-ADRESSE

NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2018

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la ville.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2018. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours maximum après la date limite de vote du budget. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2018 a été voté le 11 décembre 2017 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 14 novembre 2017 en séance de conseil municipal. Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des traitements des agents de la ville ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

I. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine notamment), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses taxes et subventions.

Les recettes prévisionnelles de fonctionnement 2018 représentent 5.965.000 euros.

Les recettes de fonctionnement des villes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution. Les montants attribués au titre de la DGF ont par exemple été les suivants ces trois dernières années :

2015 : 861.085 €

2016 : 708.815 €

2017 : 593.620 €

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

- Les impôts locaux : produits perçus par la ville en 2017 : 2.898.000 €, prévus en 2018 : 2.934.000 €.
- Les dotations versées par l'Etat
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population :
Redevances de restauration scolaire pour l'essentiel dont les produits sur les 3 derniers exercices se sont élevés à :
2015 : 213.861 €
2016 : 214.500 €
2017 : 220.000 €

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les traitements du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

A signaler également la montée en puissance des prélèvements opérés par l'Etat au titre du Fonds de Péréquation FPIC : 58 K€ en 2014, 83 K€ en 2015, 129 K€ en 2016, 149K€ en 2017.

Les traitements des employés municipaux devraient représenter 51 % des dépenses de fonctionnement de la ville.

Les dépenses prévisionnelles de fonctionnement 2018 représentent 5.518.000 euros.

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la Ville à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

b) Les principales dépenses et recettes de la section de fonctionnement pour l'exercice 2018:

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Dépenses courantes	1.662.000 €	Excédent brut reporté	/
Dépenses de personnel	2.808.000 €	Recettes des services	511.000 €
Autres dépenses de gestion courante	820.000 €	Impôts et taxes	4.278.000 €
Dépenses financières	36.000 €	Dotations et participations	917.000 €
Dépenses exceptionnelles	5.000 €	Autres recettes de gestion courante	254.000 €
Autres dépenses	187.000 €	Recettes exceptionnelles	4.900 €
Dépenses imprévues	/	Recettes financières	100 €
		Autres recettes	/
Total dépenses réelles	5.518.000 €	Total recettes réelles	5.965.000 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	350.000 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	/
Virement à la section d'investissement	97.000 €		
Total Général	5.965.000 €	Total général	5.965.000 €

L'épargne réelle obtenue par la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement peut donc être estimée à 447.000 €.

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2018 :

- *concernant les ménages*
 - Taxe d'habitation : 7,75 %
 - Taxe foncière sur le bâti : 14,36 %
 - Taxe foncière sur le non bâti : 58,85 %

Ces taux sont restés inchangés depuis 2002.

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 2.934.000 €.

d) Les dotations de l'Etat

Les dotations attendues de l'Etat devraient s'élever à 820.000 €, montant qui devrait être sensiblement le même qu'en 2017.

II. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel.

Le budget d'investissement de la ville regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus.

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	/	Virement de la section de fonctionnement	/
Remboursement d'emprunts	313.500 €	FCTVA	124.000 €
Travaux de bâtiments	595.500 € * (cf Annexe 1)	Mise en réserves	/
Travaux de voirie	336.000 € ** (cf Annexe 2)	Cessions d'immobilisations	160.000 €
Autres travaux	753.000 €	Taxe aménagement	20.000 €
Autres dépenses	93.000 €	subventions	300.000 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	/	Emprunt	1.040.000 €
/	/	Produits (écritures d'ordre entre section)	447.000 €
Total général	2.091.000 €	Total général	2.091.000 €

c) Les principaux projets de l'année 2018 sont les suivants :

- La poursuite de la mise en accessibilité des bâtiments municipaux dans le cadre de l'Agenda d'accessibilité Programmé (ADAP)
- Une seconde tranche d'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit de l'école préélémentaire Antoine Lagarde
- Des travaux de réfection de l'église Saint Denis
- Un programme de voirie conséquent : 336.000 € inscrits
- La poursuite des investissements en matière d'éclairage public

d) Les subventions d'investissements prévues :

- Fonds de concours de la CODAH : 300.000 €

III. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

a) Recettes et dépenses réelles de fonctionnement :

- Dépenses : 5.518.000 €
- Recettes : 5.965.000 €

Recettes et dépenses réelles d'investissement :
réparties comme suit :

- Dépenses : 2.091.000 €
- Recettes : 1.644.000 €

TOTAL : - Dépenses réelles de Fonctionnement et d'investissement: 7.609.000 €
- Recettes réelles de Fonctionnement et d'investissement : 7.609.000 €

b) Principaux ratios

Informations financières – Ratios	Valeurs communales	Moyennes nationales
Dépenses réelles de fonctionnement /population	723	974
Produit des impositions directes/population	384	669
Recettes réelles de fonctionnement/population	782	1.152
Dépenses d'équipement brut/population	233	304
Encours de dette/population	143	910
DGF/population	77	207
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	50,8%	54,5%
Dépenses de fonct. et remboursement de la dette en capital/recettes réelles de fonct.	97,7%	91,8%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonct.	29%	26,4%
Encours de la dette/recettes de fonctionnement	18%	79%

c) Etat de la dette

La dette se caractérise par son niveau très modeste.

En effet, aucun emprunt n'a été contracté depuis 2006 afin de préserver la capacité de la ville à financer les futurs investissements liés à l'aménagement du plateau de la Hève.

Ce choix produit aujourd'hui ses effets puisque l'encours de la dette diminue fortement d'environ 320.000 € par an : Il se chiffrait à :

2.511.000 € en 2014
2.115.000 € en 2015
1.771.000 € en 2016
1.418.000 € en 2017
et 1.095.000 € prévu pour 2018

L'annuité de la dette devrait se chiffrer à 337.000 € en 2018 (302.000 € de remboursement de capital, 35.000 € d'intérêts).

La capacité de désendettement de la ville qui se calcule en divisant l'encours de la dette par l'épargne brute, s'exprime en nombre d'année ; elle se chiffrait à 0,8 en 2016.

Enfin, la somme de 1.040.000 € inscrite au budget 2018 comme recette de produits d'emprunt, est purement théorique.

Elle correspond au montant nécessaire pour équilibrer la section d'investissement et sera revue à la baisse lors de l'affectation des résultats de l'exercice 2017 au budget 2018.

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à Sainte-Adresse, le 11 décembre 2017.

Le Maire,

Hubert Dejean de la Bâtie



COMMUNE DE SAINTE-ADRESSE

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2018

Tableau des investissements prévus en 2018

* Annexe 1

Dépenses :

Travaux de bâtiments : 595.500 € (chapitre 23.13)

Dont :

- Travaux accessibilité	: 118.000 €
- Etablissements scolaires	: 137.000 €
- Equipements sportifs	: 63.000 €
- Bâtiments culturels	: 86.000 €

** Annexe 2

Travaux de voirie : 336.000 €

- Marché à bon de commande	:	50.000 €
- programme prévisionnel de voirie 2018	:	186.000 €

(rues du Carrousei, du Commandant Le Guennec, des quatre frères Biard, du Commandant Rebillard, du Commandant Mijotte, impasses Yves Le Hagre, Commandant Le Guennec)

- Rénovation des allées du cimetière	:	30.000 €
- Escalier Monumental (Rue du Beau Panorama/Boulevard Dufayel)	:	30.000 €
- Extension du réseau électrique rue Charcot	:	20.000 €
- Aménagement point de vue du Pain de Sucre	:	20.000 €